



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

ARTICLE 24 OU PAS : ON N'EN VEUT PAS !

Une formidable manifestation entre République et Bastille où les 200 000 manifestants annoncés couvraient tout le parcours et les rues adjacentes.

À l'appel des organisations syndicales de journalistes dont bien sûr le SGJ FO, d'associations de défense des droits de l'homme, de la libre pensée... et des organisations syndicales qui combattaient toutes les contre-réformes du gouvernement notamment l'URIF FO, se retrouvaient une nouvelle fois pour combattre la loi de « sécurité globale » qui remet en cause toutes les libertés fondamentales et donc les valeurs de la République.

Un cortège de l'URIF FO bien fourni mais également une grande quantité de jeunes dont certains n'hésitaient pas à dire que c'était la première fois qu'ils manifestaient, des retraités et des salariés contraints par le confinement, le télétravail, obligés de se justifier pour se déplacer. Des avocats participaient également à cette manifestation.

Toutes les forces vives opposées à la politique autoritaire et à cet état policier démontraient une nouvelle fois qu'elles n'accepteraient pas qu'on leur dicte une nouvelle loi à laquelle elles s'opposent.

Dans les rangs syndicaux et particulièrement dans ceux de l'URIF FO, le retrait de cette loi est une obligation.

Cette manifestation gaie et très active était d'autant plus déterminée qu'elle venait d'être autorisée au final par la justice, après avoir été interdite puis transformée en rassemblement par le Préfet.

Elle était déterminée parce que 48 heures auparavant un producteur de musique était pris à partie dans ses locaux par des policiers qui le "passaient à tabac" semant l'incompréhension et la colère parmi la population. On entendait d'ailleurs dans la manifestation "heureusement qu'il y avait une caméra de surveillance autrement rien n'aurait pu être prouvé".

Elle était déterminée puisque déjà la semaine auparavant des violences s'étaient produites conduisant le ministre de l'intérieur à considérer que des scènes étaient choquantes et qu'il confiait le soir à la "police des polices" de conduire une enquête ; sans compter les tweets du Président de la République trouvant lui aussi choquantes toutes ces images démontrant les "fautes" commises par la hiérarchie policière.

Des violences, il y en eues encore à la fin de la manifestation pour laisser à penser que les casseurs étaient les manifestants et que l'on ne retienne que les violences dans les actualités télévisées comme c'était d'ailleurs le cas pour toutes les manifestations contre la contre-réforme des retraites.

Comme on dit souvent, à qui profite le crime et qui le prépare ?

En tous les cas, si ministre de l'intérieur, Président et quelques autres trouvent la situation choquante, qu'ils se posent la question de savoir pourquoi les gens manifestent... si ce n'est à cause de la loi qui au lieu de rassurer fait peur à tout le monde.

Alors, retirez-la ! Autrement, vous porterez la lourde responsabilité de ce qui pourrait se passer dans les semaines qui viennent car ceux qui luttent aujourd'hui contre cette horreur de loi ne céderont pas. Pas plus qu'ils ne l'ont fait sur les retraites, l'assurance chômage, la loi travail et l'ANI.

Votre loi amendée ou pas, on n'en veut pas.

Assez des privations de liberté. Assez d'État autoritaire, assez des décisions prises par le seul conseil de défense.

Paris, le 29 novembre 2020